

Note

« Montréal ou la métamorphose des territoires »

Gilles Sénécal et Claude Manzagol

Cahiers de géographie du Québec, vol. 37, n° 101, 1993, p. 351-370.

Pour citer cette note, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/022349ar>

DOI: 10.7202/022349ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Montréal ou la métamorphose des territoires

Gilles Sénécal

INRS-Urbanisation

3465, rue Durocher

Montréal (Québec) H2X 2C6

Claude Manzagol

Département de géographie

Université de Montréal

Montréal (Québec) H3C 3J7

Montréal, la Métropole. L'orgueilleux qualificatif traduit un rayonnement pancanadien aujourd'hui largement remis en question. Métropole du Québec, c'est désormais le rôle que chacun reconnaît à Montréal. Décidément, ville Protée, fondation religieuse devenue siège d'un empire commercial, le foyer industriel majeur et le centre de commandement d'un pays continent, Montréal vit une nouvelle métamorphose qui redéploie ses territoires. Les craquements de l'édifice canadien en sont la marque sensible, comme Jane Jacobs l'affirme sans détour : «To understand why sovereignty has emerged as a serious issue in Québec at this time, we must look at two cities: Montreal and Toronto. They are responsible for what has been happening in Québec».

Le repli appréhendé sur l'espace québécois ne va pas sans problème. Conçue pour embrasser de larges horizons, Montréal est excentrée dans un espace provincial qu'elle écrase de sa masse. Depuis un quart de siècle, les hésitations des politiques d'aménagement du territoire traduisent bien ces rapports difficiles = Montréal, locomotive ou dévoreuse du Québec? Mais jouer pleinement son rôle de métropole québécoise implique pour Montréal une ambition qui assume une partie de l'héritage: celle de la métropole culturelle qui s'inscrit dans un contexte international et appelle une base économique régénérée. La présente note invite à une relecture des textes qui jalonnent un parcours amorcé par quelques géographes, notamment Brouillette (1943), Tanghe (1944) et Blanchard (1953), qui se poursuit sur près de 50 ans et se prolonge jusqu'à Jacobs (1980) et Higgins (1986) scrutant the rise and fall of Montréal.

UN DESTIN INSCRIT SUR LA CARTE?

Il est fréquent de présenter Montréal «comme un point de rencontre important dans un système urbain continental» (Mercer, 1992, p. 50). Une certaine unanimité s'établit ainsi lorsqu'il s'agit d'expliquer le destin de Montréal. Son site et sa situation seraient exceptionnels. Tanghe (1928) y voit le carrefour du circuit de la fourrure; plus encore, c'est la porte d'entrée du continent par les routes naturelles du fleuve Saint-Laurent, vers les Grands Lacs et le Mississippi, ou vers l'Hudson. La ville est «à la jonction de la navigation océanique et de la navigation fluviale vers les Grands Lacs» (Tanghe, 1944, p. 168). Bien avant, Elisée Reclus avait décrit ce «point de rencontre des voies majeures du Canada et d'une part considérable des États-Unis» (cité par Claval, 1992, p. 74). Cette position particulièrement avantageuse commande la mise en place d'un grand port. Pour Brouillette (1943, p. 115), «Montréal tire sa fonction commerciale du fait qu'elle est un port à la fois maritime et fluvial et qu'elle est en outre le plus important terminus ferroviaire du Canada. La voie maritime s'accompagne donc d'un puissant réseau ferroviaire qui faisait de Montréal, à l'époque, le terminus des deux grands réseaux canadiens, CN et CP, tout en servant de relais vers Boston, New York et Portland: «à quelques exceptions près, toute la circulation interprovinciale et internationale passe nécessairement par notre ville» (Brouillette, 1943, pp. 172-173). Ce noeud de voies ferrées disposées en éventail vers les quatre points cardinaux ignore un peu le Québec; il touche Québec, mais il effleure à peine les Laurentides (Vézina, 1942, p. 76). Cette situation de confluence des voies d'eau et de concentration des voies terrestres frappe Raoul Blanchard (1953, pp. 58-59): la tête de portage devenue un site de transbordement des marchandises assure la fonction commerciale avant de favoriser l'essor industriel. Pour Raoul Blanchard, les hommes d'affaires, enrichis par le commerce de la fourrure, ont voulu profiter de cette position stratégique: le port est le point de convergence d'un amont continental et d'un aval maritime. Longtemps, en effet, Montréal se voulut la charnière entre l'Atlantique et l'espace continental, qu'il soit central (les Grands Lacs, le Midwest américain) ou occidental (l'Ouest canadien). Mais c'est par sa fonction industrielle que la ville Protée s'épanouit de 1850 jusqu'au deuxième conflit mondial (Blanchard, 1953, p. 158). Une nouvelle classe d'hommes d'affaires prend pour modèle le projet continental imaginé par ces Messieurs de Saint-Sulpice et entend bâtir un centre industriel et commercial majeur. Montréal ne résiste pas à la poussée de New York comme centre principal du marché nord-américain, mais elle conserve son emprise sur l'espace canadien grâce «à sa mainmise sur le commerce international» (Linteau, 1992, pp. 35-36).

LE RÔLE CONTINENTAL

Il y a cependant un premier bémol à apporter sur la valeur du site qui, bien que carrefour, possède aussi ses défauts. Claval (1984, p. 43) prétend qu'on exagère sa valeur et qu'il serait même «un cul-de-sac plus qu'un carrefour». En effet, l'axe laurentien connaît aujourd'hui un trafic modeste. L'organisation du relief avec ses seuils, ses affleurements et ses dépressions semble isoler la plaine laurentienne. Ce rôle de site carrefour se limite peut-être à la période de mise en place des grands réseaux de voies ferrées, bien avant leur expansion, surtout bien avant le

redéploiement de nouveaux réseaux ferroviaires, fluviaux puis autoroutiers qui densifient les moyens de transport et multiplient les choix de trajets, faisant perdre du même coup le rôle privilégié que tenait Montréal. Sur ce prétendu point de charnière, il faut aussi s'interroger sur ce rôle historique de Montréal comme lieu de convergence de l'espace canadien entre l'est et l'ouest, le Canada et le Québec.

Si, un temps, Montréal fut la vraie plaque tournante des grands courants de circulation dans le nord-est de l'Amérique du Nord, tout en ne semblant pas répondre aux attentes d'une province qui cherche encore les moyens et les axes de son développement. Ce complexe économique urbain n'est pas, à proprement parler, conçu pour traiter et exporter les produits issus des régions périphériques, pour desservir un hinterland québécois. Bien sûr les aménagements portuaires puis ferroviaires permettent à la ville de connaître un développement fulgurant et un essor industriel remarquable. Ils justifient à eux seuls la localisation de l'industrie lourde, principalement le groupe du fer et de l'acier, des appareils électriques, des articles de téléphone, des ateliers de matériel roulant pour le chemin de fer, des raffineries de sucre et de tant d'autres (Brouillette, 1943, pp. 161-162). Vézina (1942, p. 77) soutient que le port de Montréal résulte d'un triple mouvement, soit l'importation des matières utiles pour approvisionner l'industrie locale (pétrole, charbon, sucre), l'exportation de céréales venues de l'Ouest et le commerce extérieur avec le reste du Canada. Sauf pour le papier, le port n'est pas précisément destiné à servir un quelconque hinterland à moins de considérer l'ensemble du Canada comme tel. Observateur attentif de la situation économique de la ville, Brouillette conclut: «sans son port [...] Montréal serait une ville industrielle médiocre. On n'y trouve ni combustible, ni matière en abondance. Le charbon est importé des États-Unis, de la Nouvelle-Écosse et même d'outre-mer. Le pétrole vient encore de plus loin. Beaucoup des matières premières manufacturées à Montréal viennent d'en dehors de la province de Québec, souvent même de l'étranger» (cité par Vézina, *ibid.*, p. 78). Autrement dit, l'hinterland québécois ne semble pas expliquer l'essor de Montréal, sinon par l'apport de la main-d'oeuvre qui quitte les campagnes en grand nombre. Le commandement du commerce canadien revient sans conteste de 1825 à 1850, puis décline au profit de l'Ouest et des États-Unis. La concurrence de Toronto s'accroît mais Montréal aspire toujours à jouer ce rôle métropolitain, qu'il soit canadien, continental voire international.

QUEL HINTERLAND?

Ce rôle ambigu que semble jouer Montréal dans l'histoire et la géographie du Québec tient certainement au fait qu'en se définissant comme une porte d'entrée continentale, croissant à la faveur d'une nodalité des routes maritimes et terrestres qui partent vers les grands centres nord-américains, qu'ils soient américains et canadiens, la ville a plutôt joué la carte de la vaste région du nord-est américain que celle du confinement dans un rôle de métropole typiquement provinciale. Sans renoncer à son appartenance québécoise, elle est tantôt métropole canadienne, parfois grand centre régional nord-américain; rarement elle revendique sa primatie québécoise. Elle paraît même, plus souvent qu'autrement, tourner le dos au

Québec. Son expression continentale la met en concurrence avec les grands centres américains. Si elle est la rivale de Toronto bien plus que de Québec ou Trois-Rivières, on peut se demander si elle laisse des retombées au-delà de sa région métropolitaine. Est-elle vraiment le moteur économique du Québec?

La relation entre Montréal et les régions reste donc problématique. Elle dépasse de beaucoup la simple rivalité jalouse entre une métropole et la province qui conteste la place privilégiée occupée par la métropole, qui appelle consécutivement à des formes de décentralisation régionale. On peut, en effet, se demander si Montréal joue vraiment le rôle de métropole du Québec. Quel est son hinterland? À cet effet, Cole Harris «montre que les frontières provinciales, au moment où elles furent tracées, ne correspondaient que fort mal aux hinterlands des principales villes canadiennes» (cité par Villeneuve, 1990, p. 48). Montréal n'a-t-elle pas été le centre de l'Empire du Saint-Laurent (Creighton, 1937), bâti sur la fourrure, puis sur le commerce portuaire et l'industrie. Blanchard (1953, p. 55) attribue d'ailleurs la bonne fortune de Montréal au fait d'être accotée sur une plaine prospère: l'aire d'influence de Montréal se limite-t-elle à son arrière-pays immédiat, soit l'étroite plaine de Montréal? D'ailleurs, les réseaux ferroviaires, qui s'irradient dans la plaine, tissent «une vraie toile d'araignée dont la plupart des fils aboutissent à la ville» (*ibid.*, p. 159). En somme, la ville est à la fois un carrefour, un noeud dans le système des échanges nord-américains, puis le centre d'une région agricole prospère mais de dimensions fort modestes. Ses principales fonctions ont peu à voir avec le territoire québécois. Les milieux d'affaires l'ont d'ailleurs bien compris.

Le grand capital montréalais et la classe politique et d'affaires qui émerge grâce à la fourrure voient dans l'espace continental la chance de leur progrès. Dès les années 1830, plusieurs, dont Papineau, dessinent les contours d'un vaste ensemble économique nord-américain de libre-échange, rêve que poursuit le mouvement annexionniste de 1848-1849, qui regroupe les grands bourgeois de Montréal tant anglophones que francophones, et que prolongent le projet de réciprocité avec les États-Unis et le projet libre-échangiste de Laurier (Sénécal, 1992). Sous une autre forme, le projet fédéraliste poursuit les visées continentales de la bourgeoisie montréalaise: on veut profiter de la conquête de l'Ouest et faire de Montréal le pivot du territoire en formation.

Ville de commerce, de finance et d'industries, elle émerge avant même qu'un arrière-pays québécois ait pris ses formes définitives. Après tout, la ville industrielle s'édifie alors que la plupart des régions du Québec actuel sont encore couvertes de forêts, avant même qu'elles ne soient vraiment colonisées de manière intensive. Montréal s'inscrit certainement dans le couloir fluvial, en devient même le noeud économique, tout en ignorant superbement les ramifications qui partent de son tronc central, le Saint-Laurent, jusqu'aux confins d'un arrière-pays qui prend forme avec le mouvement de colonisation amorcé depuis 1850, devenues les régions périphériques d'aujourd'hui.

L'expansion rapide de Montréal en termes démographiques et économiques, qui s'accomplit depuis les années 1830-1880, traduit le malaise des

campagnes. Le surpeuplement relatif du domaine seigneurial, les avatars de la crise agricole et, il ne faut pas l'oublier, l'attrait de la ville amènent une population nombreuse à quitter leur village pour la grande ville. Le mouvement de colonisation qui s'amorce à peu près au même moment vise à lutter contre deux maux, l'exode vers les États-Unis et la formation d'une grande ville. Elle ne cherche pas à reproduire un univers rural teinté d'agriculturisme et de conservatisme comme beaucoup ont pu le penser. Au contraire, le mouvement de colonisation ébauche les voies d'un développement à la fois agricole et industriel: il se réfère à une pensée moderniste (Berdoulay, 1992, p. 27). Un auteur comme Errol Bouchette (1902) est représentatif de cette pensée qui consiste à prétendre industrialiser le Québec sans privilégier Montréal: son appel à s'emparer de l'industrie, condition *sine qua non* de l'indépendance économique du Canada français, fait abstraction de la ville. Les industries doivent se disséminer sur tout le territoire, là où se trouvent les ressources, insérées dans l'espace agricole. Le projet du curé Labelle et ceux de bien d'autres, dont Jean-Chrysostome Langelier, entendent créer un réseau d'échanges structuré par les chemins de fer, capable de coordonner les nouvelles régions de colonisation entre elles. Le centre d'un tel réseau ne serait pas Montréal, mais bien Tadoussac, où l'on projette d'établir un grand port international. À l'extrémité du réseau, un autre port, celui de Gaspé, le concurrent déconfit d'Halifax, auquel on souhaite un grand destin atlantique, puisqu'il serait la fenêtre maritime vers l'Europe (Berdoulay et Sénécal, 1993). Les tenants du mouvement de colonisation, favorables au départ à la migration vers l'Ouest canadien et le nord de l'Ontario, en viendront à privilégier les régions neuves comprises à l'intérieur des frontières de la province. Émile Miller résume bien la situation lorsqu'il se demande «Où faut-il coloniser?»: ce fut une erreur de persévérer à émigrer vers l'ouest et il faut maintenant penser à créer un territoire géographique autonome (Miller, 1917, p. 272). On veut recentrer le projet de développement sur des axes qui se ramifient à travers tout le territoire québécois. Toutes les articulations du projet de colonisation visent ainsi à autocentrer l'économie québécoise. Certes le projet ne se concrétise pas tel qu'imaginé, mais il démontre clairement comment l'incompréhension entre Montréal et les régions, reposant sur des faits anciens, est profondément enracinée dans l'histoire. Avec le mouvement de colonisation, dès 1850-1880, les thèmes principaux du discours régionaliste québécois sont identifiés: l'aliénation ressentie vis-à-vis de Montréal, l'incapacité de la métropole à servir au développement des régions périphériques, l'inadéquation des dynamiques urbaines et régionales.

Plus tard, il ne faudra pas s'étonner qu'Esdras Minville (1942), en introduisant *Notre milieu* — qui est, faut-il le rappeler, un vaste programme de développement pour le Québec —, se soucie fort peu de Montréal. La désertion des campagnes et l'engorgement des villes lui semblent les deux faces d'un même problème. En ville, dit-il, le niveau de vie de la population ouvrière reste encore trop bas pour vraiment se réjouir de son essor. Il y avait quelques vices dans notre évolution socio-économique, «du moment que les villes se mirent à croître à vive allure et les masses ouvrières virent leurs effectifs se multiplier» (Minville, 1942, p. 10). En filigrane, Minville accorde la priorité au domaine agricole. Ce n'est pas un hasard si l'ouvrage se préoccupe d'abord de décrire le milieu et de définir les régions de l'espace québécois, tout en ignorant superbement la grande ville. Le troisième tome de la série, consacré au Montréal économique, paraît pour commémorer le

tricentenaire de la ville; il offre une description des réalités économiques de la métropole, mais fait peu de cas du rôle intraprovincial. L'article clé est celui de Benoît Brouillette sur «Le port et les transports» (1943), qui confirme cette vocation canadienne et nord-américaine des installations montréalaises, mais résiste à présenter les voies de développement. En fait, Montréal ne semble pas s'inscrire, malgré le bilan économique plus qu'avantageux qui en est tiré, dans le vaste programme de développement qui est soutenu par l'entreprise de Notre milieu. Montréal est autre; Montréal est nord-américaine.

UN CONTINENT QUI SE DÉROBE

Déjà, Toronto monte en puissance: on le constate en soutenant que Montréal lui demeure complémentaire dans sa propre aire d'influence (Lacoste, 1958) ou grâce à ses spécialisations dans un marché de plus en plus unifié (Kerr, 1967). Mais dans la lutte entre les deux pôles de la Grande Rue, on arrive vite à «la conclusion provocante que le système urbain sera structuré par Toronto en tant que noyau principal» (Yeates, 1975). Montréal perd sa primatie canadienne et devient métropole régionale de la province francophone (Jacobs, 1980). L'affirmation de la réalité provinciale et de son caractère distinct ravive la fissure politique, alors même que les métropoles conservent encore vivante «la possibilité de fonder un espace canadien intégré» (Villeneuve, 1990).

Comme l'a remarqué A. Pred, le niveau supérieur des hiérarchies urbaines demeure remarquablement stable dans le long terme; malgré la formidable dilatation du territoire américain, New York a conservé sa primauté. Le renversement de la hiérarchie canadienne n'en est que plus spectaculaire. Il n'était pas inattendu; dès 1943, J. Delage pressentait le déclin: «N'allons pas imprudemment nous en remettre aux avantages de notre beau fleuve et des rapides de Lachine».

Pour Delage, la substitution de l'investissement américain au capital britannique annonce la suprématie de l'Ontario et la fortune de Toronto: diagnostic partiel, mais intuition fondée.

LE DÉCLIN DU RÔLE DE PORTIER

Le Saint-Laurent a été une grande porte océane de l'Amérique, accueillant les flots d'immigrants, rassemblant et redistribuant les cargaisons. Ville porte, ville pont, ville seuil, Montréal paraît désormais jouer son rôle «à horizon renversé» (J.-C. Lasserre, 1980).

Le déclin se lit d'abord dans le tassement du trafic portuaire, tombé sous les 20 millions de tonnes du fait surtout de l'affaiblissement des cargaisons de vrac. Avec la Voie maritime, l'intermédiation s'est atténuée, les silos à grain ont glissé vers l'estuaire. Le jeu des tarifs favorisant Vancouver et la concurrence accrue des chemins de fer américains et du Mississippi rétrécissent l'aire d'influence. Le seul

domaine où se maintient le rôle continental est le trafic des conteneurs pour lequel Montréal rayonne sur le Nord-Est et le «Midwest» américain. Mais l'avenir n'est pas assuré: l'accroissement de la taille des porte-conteneurs joue au profit de New York et de Baltimore, têtes de lignes transocéaniques majeures ravitaillées de plus en plus efficacement par les grands trains blocs de conteneurs superposés.

Car la concurrence est vive et la restructuration progresse dans le domaine ferroviaire. Montréal était avec Winnipeg le seul grand noeud majeur de communication au Canada: son affaiblissement est hautement symbolique. Dès l'apparition du diesel, la fabrication des locomotives a glissé vers London. Puis le déclin des ateliers ferroviaires s'est amorcé avec la redistribution des tâches au profit de Winnipeg et Calgary. Les ateliers du CN, du CP et de Via Rail occupent encore 5 000 personnes, mais les usines Angus ont fermé en 1992.

Plus rapide encore a été le reclassement en matière de trafic aérien. L'aéroport L. B. Pearson de Toronto reçoit 21 millions de passagers, tandis que la fréquentation cumulée de Dorval (6,5 millions) et Mirabel (2,5 millions) laisse Montréal derrière Vancouver. Les données du trafic de marchandises sont aussi nettes: 315 000 tonnes à Toronto contre 110 000 à Montréal. L'ouverture de Mirabel, dépourvu de liaison rapide avec Dorval et avec le centre-ville, s'est curieusement accompagnée de l'octroi de droits d'atterrissage à Toronto à la plupart des grandes compagnies européennes. La rationalisation accélérée des opérations des diverses compagnies joue aux dépens de Montréal qui, en matière de trafic international, sert de plus en plus de ravitailleur au «hub» majeur qu'est Toronto.

L'ÉROSION DU POUVOIR DE COMMANDEMENT

Le déplacement des sièges sociaux, intensément médiatisé, notamment après l'arrivée au pouvoir du Parti Québécois en 1976, a redistribué le pouvoir de commandement. En 1991, le palmarès des 100 plus grandes entreprises du *Financial Post* accorde 54 sièges à Toronto et 18 à Montréal. Rien ne l'illustre mieux que le déplacement du pouvoir financier, amorcé dans l'entre-deux-guerres, lorsque les institutions montréalaises, en prêtant peu d'attention aux investissements et titres miniers, ont ouvert un champ d'opportunités aux firmes et à la Bourse de Toronto.

En 1972, la cause était entendue: «à toutes fins pratiques, le marché monétaire a glissé de Montréal vers Toronto» (Ryba, 1974). À cette date, Toronto compense 43 % des chèques canadiens contre 24 % à Montréal; sur 17 courtiers accrédités par la Banque du Canada, 13 siègent en Ontario, 3 seulement à Montréal. Dès cette époque, le maintien des sièges sociaux à Montréal ne fait plus illusion, dès lors que le trading desk est à Toronto. Vingt ans plus tard, l'écart s'est encore creusé. Le contraste entre une Bourse de calibre mondial (7,3 milliards d'actions transigées à Toronto en 1992) et une Bourse régionale (1,7 milliard à Montréal) est manifeste. Sur les 100 premières institutions financières canadiennes, 53 siègent à Toronto contre 15 à Montréal, où le rôle dominant des institutions francophones (Mouvement Desjardins, La Laurentienne) colore les différences. L'écrasante suprématie de Toronto en matière de services aux entreprises dès lors ne saurait

surprendre: on y trouve 8 des 10 plus grandes firmes légales; et la proportion est la même pour les entreprises de publicité, les consultants en ressources humaines, etc. Elles emploient deux fois plus de monde qu'à Montréal.

UN FOYER INDUSTRIEL MAJEUR EN RESTRUCTURATION

Si, dans le secteur productif également, Montréal a rendu des points, elle compte encore 14 % des emplois industriels canadiens. La lente progression des effectifs, dépassant les 300 000 en 1980, a été cassée par les récessions de 1981-1983 et 1991-1992. L'inévitable restructuration en a été accélérée, notamment dans les «secteurs mous» (textiles, vêtements, chaussures, etc.), dont l'importance traduit encore la spécialisation montréalaise au sein de la Confédération. L'analyse de cette restructuration (Lamonde et Martineau, 1992) n'est pas de mise ici; l'évolution des marchés et les orientations qui se dessinent vont dans le sens du propos.

La carte des exportations manufacturières en 1987 montre le poids de l'histoire. La région de Montréal reste très liée au Canada, qui absorbe le tiers de ses produits; c'est beaucoup plus que le reste du Québec, qui y expédie moins du quart de sa production. La région de Montréal en revanche expédie moins vers les États-Unis (17 %) que le reste du Québec (35 %). À l'évidence, les flux de produits liés à la transformation des ressources sont largement méridiens, alors que l'industrie montréalaise, fortement fondée sur les biens de consommation, reste l'héritière du pacte fédéral: 57 % de sa production de textiles et de vêtements se dirige vers les provinces canadiennes.

Il reste cependant que les dernières décennies marquent une réorientation antérieure au traité de libre-échange canado-américain. Selon les données du BSQ, la part des exportations de la région de Montréal vers le Canada a baissé de 37,3 % à 33 % entre 1974 et 1987, alors que la part des expéditions vers les États-Unis a doublé (de 8 à 17 %). Le diagnostic, sans doute, doit être nuancé: les expéditions vers l'Ontario se maintiennent bien mieux pour les produits de consommation que pour les biens d'équipement. Il est plus que probable que cette réorientation va être renforcée par l'Accord de libre-échange entré en vigueur en 1989. Le délégué du Québec à New York n'invite-t-il pas ses concitoyens à considérer, dans la nouvelle donne, le Québec comme une autre unité parmi les États américains?¹

Ce qui va peser sur la réorientation de Montréal, ce sont ses aptitudes à capitaliser sur les nouveaux produits et les nouveaux procédés. Or, en ce qui concerne la production dans les secteurs de la haute technologie, les évaluations ne sont pas encourageantes. Qu'on donne de ces secteurs une définition restreinte (Amesse, 1986) ou assez large (comme celle de Glasmeir, qui fonde nos propres estimations), la part de Toronto dans la haute technologie canadienne s'établit autour de 45 % et celle de Montréal à moins de 25 %. En outre, la base *high tech* de Toronto est plus large, alors que Montréal compte surtout sur deux forts piliers, l'aéronautique et la pharmacie.

Les auteurs du Bilan de Montréal sont un peu plus optimistes dans l'évolution du potentiel scientifique (Conseil de la science et de la technologie, 1993). Certes, Montréal joue un rôle plus faible que ne le laisserait espérer son poids démographique: 12^e agglomération nord-américaine par la taille, elle ne vient qu'après le 20^e rang en matière de science et de technologie. Cependant, avec 600 entreprises dépensant un milliard de dollars en R & D chaque année et 4 universités rassemblant 8 000 chercheurs, avec ses forces en pharmacie, aéronautique et génie conseil, son «effervescence entrepreneuriale», elle est une des grandes agglomérations techno-scientifiques d'Amérique du Nord. Et c'est un objectif ambitieux, mais pas irréaliste, à lui assigner que de faire partie du groupe de tête: les 10 premières. Une manière de consensus se bâtit: on retrouve une ambition semblable dans le Plan stratégique du Grand Montréal (Gouvernement du Québec, 1991). Et, de plus en plus, la façon d'aborder le problème évolue. La comparaison avec Toronto demeure certes, mais ce n'est plus l'obsédant tête-à-tête: Montréal est en compétition avec les métropoles d'Amérique du Nord.

LE QUÉBEC, ESPACE RÉSERVÉ... À TOUS ÉGARDS

De façon presque originelle, Montréal rassemble plus de la moitié des effectifs manufacturiers du Québec. Le récent Bilan scientifique a permis de mesurer à une autre aune son poids relatif; 86 % de la R & D dans l'entreprise privée est faite à Montréal, qui concentre en outre 68 % des fonds consentis à la recherche universitaire et décerne 71 % des doctorats. Métropole du Québec, Montréal l'est assurément. Toutes les enquêtes sur les services montrent qu'elle l'est pratiquement sans partage. Lorsque les régions ne trouvent pas sur place l'expertise nécessaire, c'est presque toujours à Montréal qu'elles s'adressent. Le recours à Toronto est rare, concerne surtout les zones les moins intégrées comme l'Outaouais, ou certaines activités particulières d'assurances, de comptabilité, ainsi que le constate Y. Martineau (1992). C'est d'ailleurs moins une question de nécessité que de politique d'approvisionnement: les succursales québécoises font souvent affaire avec leur siège de Toronto. Les entreprises américaines mordent peu sur le marché du Québec, car elles ne jugent pas rentable de traduire et d'adapter leur matériel pour un marché si limité; la langue sert ici de bouclier. Directement, ou par ses bureaux régionaux, Montréal exerce sa prépondérance.

Malgré cela — ou à cause de cela — l'incompréhension demeure profonde entre la grande ville et son hinterland. Le projet économique et les options de développement régional en portent la marque. Définissant une stratégie pour enrayer un déclin déjà avéré, le rapport HMR proposait en 1971 de faire de Montréal un pôle de développement propulsant l'ensemble du Québec, ce qui souleva une tempête de protestations: le pari sur Montréal pour beaucoup était potentiellement «porteur d'un pattern de développement violemment dualiste et de formes de colonialisme intérieur» (Paquet, 1972). Vingt ans plus tard, le débat a-t-il été vraiment tranché?

Au-delà des traditionnels rapports de domination, voire des antagonismes centre-périphérie ou métropole-régions, le rapport de Montréal à

l'arrière-pays est aussi celui d'un interface national et linguistique. Le projet politique québécois de constituer un espace autonome, autocentré, polarisé, rencontrerait la résistance d'une ville excentrée par rapport au territoire et aux préoccupations du Québec. Comme le dit Jane Jacobs (1984), le rapport ville/nation reste problématique car «les régions urbaines ne définissent pas leurs frontières géographiques».

DÉPOSSESSION OU NATURE DES CHOSES?

La perte de la primauté, le repli sur le Québec sont-ils la petite monnaie de l'histoire, l'effet des occasions manquées ou d'un destin non assumé? Pour tout un courant d'analystes, le cadre fédéral a favorisé l'épanouissement de l'Ontario et pénalisé Montréal et le Québec: la création de la Voie maritime, le Pacte de l'automobile, la ligne Borden et l'étouffement d'une pétrochimie québécoise, la localisation des centres de recherche fédéraux... ne sont que les pièces les plus visibles d'un lourd contentieux. Pour d'autres, au contraire, le reclassement ne fait que refléter l'inexorable migration vers l'Ouest du centre de gravité économique du Canada certes, mais surtout de l'ensemble de l'Amérique du Nord: c'est le continent qui se dérobe.

Quelle que soit la part de réalité dans ces explications, ne faut-il pas accepter que la redistribution des rôles est le prix à payer pour l'affirmation d'une différence? C'est ce que suggère M. Polèse (1990) en constatant que la localisation du pouvoir de commandement est d'abord tributaire des coûts de communication et de recrutement des cadres, donc de leurs préférences: la transformation socio-économique du Québec et sa francisation progressive donnent à Toronto, sur un marché nord-américain anglophone à 95 %, un avantage comparatif décisif.

RÉINVENTER DES TERRITOIRES

La mutation des rôles s'accompagne du remodelage des paysages intérieurs: c'est l'affirmation du visage français de Montréal. Ces transformations se produisent dans une dure phase de restructuration à l'échelle mondiale. Mais les difficultés sont ressenties de façon particulière à Montréal parce que le constat plonge ses racines dans un imaginaire social particulier. J.-B. Racine (1992) oppose ainsi Toronto, «Ville mondiale greffée sur tout un réseau de complémentarité mondiale», et Montréal, qui semble obéir à une destinée plus provinciale, sinon régionale, «[dont certains] se consolent en se disant que, tous comptes faits, ce retard est une chance pour la qualité de la vie». Ainsi, il faudrait trancher entre les valeurs productivistes et les valeurs existentielles. Montréal veut-elle se mesurer aux grandes places d'affaires mondiales ou préfère-t-elle se cantonner dans l'enveloppe protectrice d'une vision provinciale? Le nationalisme québécois serait-il fermeture, et le fédéralisme canadien ouverture au monde? Jane Jacobs (1984) pense au contraire que le cadre canadien réduit Montréal, désormais dépossédée de sa primatie métropolitaine, au rôle faiblement créateur des métropoles régionales du Canada, où elle voit le résidu de l'approche coloniale de la vie économique:

«Montreal cannot afford to behave like other Canadian regional cities without doing great damage to the economic well-being of the Québécois».

Il faut donc créer, innover, produire, bref redéfinir un rôle de métropole et investir de nouveaux territoires.

LA RECONQUÊTE DE LA VILLE

Les rapports entre la métropole et le Québec des régions se caractérisent également par la dynamique sociale et ethnolinguistique. «Montréal se distingue du reste du Québec par sa situation démographique, sociale, culturelle et économique. L'une des grandes différences est certainement la concentration de l'immigration internationale et une structure ethnique/démo-linguistique propre à la métropole québécoise» (Marois, 1989, p. 385). La ville biculturelle et cosmopolite, le centre industriel, le cadre culturel, l'atmosphère américaine, tout semble concourir à la distinguer, sinon la distancer, des régions très majoritairement françaises, dont la population, certainement urbaine mais encore inscrite dans des villes de taille moyenne, est demeurée profondément attachée à ses racines françaises. L'Ouest de l'île de Montréal et le centre des affaires et certains quartiers centraux, marqués du double sceau des communautés anglophone et allophone, semblent une terre lointaine s'il faut se fier aux témoignages des romanciers de Montréal: la ville est divisée en deux, les beaux quartiers de l'ouest paraissant aux yeux des héros soit de manière hostile soit tout simplement comme des lieux exotiques (Sirois, 1968). Entre Montréal et la province francophone, il y a ainsi une immense incompréhension, que soulignait Paul Claval, et qui perdure.

Plus encore, Montréal n'est pas à proprement parler une ville française. Elle fut longtemps une ville anglaise reconquise de longue lutte grâce à une démographie exceptionnelle (Blanchard, 1953). «Le drame des races» oppose deux communautés aux moyens inégaux: la reconquête de la métropole par les francophones serait, selon Blanchard, une sorte de prélude à l'émancipation économique. La prise de contrôle des grands leviers économiques et, par ricochet, de l'espace métropolitain apparaît comme le gage d'un pouvoir québécois en émergence (Blanchard, 1964). Une telle reconquête de Montréal par les Québécois francophones n'est pas une donnée définitive. Blanchard est-il convaincu que c'est dans la métropole québécoise que se joue l'avenir du Québec français? Une telle reconquête n'est pas totale, on l'imagine bien. Les anglophones demeurent fort heureusement nombreux. On peut, par ailleurs, reprocher à Blanchard son nationalisme frileux, qui le fait craindre que le contingent de nouveaux arrivants, qui grossit rapidement et s'associe en large partie à la société anglophone, ne menace la dynamique francophone et québécoise. Encore aujourd'hui, toute l'économie de l'actuel débat linguistique entourant la révision des lois 101 et 178 tient essentiellement à l'idée de reconquête par les francophones de la grande ville. Le visage français de la ville apparaît comme le symbole même d'une appropriation urbaine, que nie, par ailleurs, l'exode des francophones vers les banlieues: la désertion du centre de la ville hypothèque la reconquête. Pourtant, les francophones ne sont pas les seuls à migrer vers la banlieue.

Malgré tout, le paysage urbain exalte les influences anglaises: les beaux quartiers conservent les façades victoriennes, alors que les quartiers ouvriers reproduisent le modèle typique de la résidence ouvrière, en rangées, de briques rouges des cités minières d'Angleterre. Son centre-ville actuel, avec ses gratte-ciel de style international témoigne de toute son américanité. Il reflète le rôle d'une ville dont l'aire d'influence occupe «une position privilégiée sur des axes de communication» nord-américains, irradiant jusqu'à Boston, New York et Philadelphie (Caccioletta et Desbiens, 1992, p. 82). Si la société montréalaise trouve aux États-Unis les clients pour son commerce international, elle y puise aussi ses influences culturelles.

Alain Médam (1978) a longuement exploré la question d'une ville au destin continental et à la configuration sociale très complexe. Montréal est «l'image inversée du Québec». Il décrit longuement la situation des communautés immigrantes de Montréal, toujours attirées par la langue anglaise, dont le droit de fréquenter l'école anglaise pour leurs enfants paraît emblématique d'une situation de clivage. Les protagonistes de ce dialogue de sourds renvoient à deux réalités disjointes: les immigrants s'identifient au Canada, les «francophones de souche» au Québec. Et la métropole leur paraît une terre moins étrange, parce que moins québécoise. La filiation va tout naturellement à la politique canadienne. L'image de la ville est désormais profondément marquée par la présence des communautés ethniques. Médam dessine la carte d'une ville composée de différentes aires culturelles et ghettos ethniques, construits comme des micro-territoires hermétiques l'un à l'égard de l'autre. Une sorte de mosaïque de microterritoires étanches et hermétiques l'un à l'égard de l'autre prend ainsi forme. À l'échelle des espaces ethniques, rien ne semble devoir agir comme le facteur intégrateur d'une identité québécoise en devenir. Mais, à y regarder de plus près, les espaces homogènes sont rares et les communautés ont depuis longtemps débordé les murs des anciens quartiers italiens, juifs ou chinois. Le problème est ailleurs, plus au niveau de la culture et des représentations collectives que sur un plan spatial ou territorial.

Le problème québécois prend tout son sens dans cette incapacité à s'appropriier la ville. Dès lors, pour Médam, le projet de souveraineté devient la seule issue possible, garante de cette reconquête à la fois économique et ancrée dans l'imaginaire d'un peuple toujours à la recherche d'une identité. La réalisation d'un État national donnerait enfin l'occasion au Québec d'accéder à une certaine forme de modernité. L'achèvement du concept de libération, couplé à l'émergence de l'État québécois, laisserait les Québécois enfin libres de quitter les territoires réels de la grande famille québécoise, pour aborder le territoire imaginaire de la métropole: «Montréal peut-elle être, dans le Québec le substitut dynamique du mythe canadien perdu, interdit, impossible?» (*ibid.*, p. 243). Montréal offre la chance d'accéder à une sorte d'esthétique et d'universalisme, qui est à la fois dépassement et dépaysement. Le Québec français, sis hors la ville, rencontre à Montréal l'obligation de transcender son insularité ethnique, de briser son confinement territorial, pour renoncer à toute culture d'exclusion, dans laquelle il n'y a ni contradiction ni débat, pour devoir tout à coup se définir une identité «aux dimensions d'incernables transhumances ambulatoires» (*ibid.*, p. 244). L'essai se

termine sur la métaphore du grand fleuve qui coule des «hauts du pays, [pour] remonter au pays. Aux sources. On attend donc du fleuve qu'il se jette dans la ville pour la nourrir. Comme il ne le fait pas parce qu'il s'en va plus loin, on l'ignore» (*ibid.*, pp. 260-261). Ce fleuve qui prend sa source au centre d'un continent perdu redevient le couloir qui se rétrécit à Montréal: entre un amont américain et canadien et un aval québécois.

MÉTROPOLE CULTURELLE?

Sitôt le déclin annoncé de Montréal en matière économique, devant l'affirmation métropolitaine de Toronto, la tentation fut grande de prétendre au titre de métropole culturelle du Canada. On actualise ainsi la vieille comparaison entre une ville de désirs (Montréal) et une ville puritaine et ennuyeuse (Toronto). Faute d'une véritable force d'attraction économique, la stratégie était de jouer la carte culturelle. Mais par-delà les querelles de clochers qui consistent à déterminer laquelle des deux villes est la plus intéressante à vivre, le titre de métropole culturelle peut apparaître comme un prix de consolation. Pourtant, l'économie des métropoles tend à se spécialiser de plus en plus dans des domaines identifiés au quaternaire, aux rangs desquels il faut compter la culture, le tourisme, la fonction ludique et la création artistique (Ley, 1992). Dans cette perspective, la métropole culturelle acquiert une pertinence certaine, qui appuie, en outre, les facteurs favorables à la localisation d'activités centrales dans le centre-ville et accroît d'autant sa force d'attraction (Polèse, 1993).

L'internationalisation de Montréal pouvait ainsi se réaliser grâce à la culture. Situer Montréal dans le réseau des villes culturelles mondiales se voulait une façon habile de sortir de la morosité engendrée par le déclin. La stratégie s'est traduite d'abord par de grands événements internationaux comme l'Exposition universelle de 1967 et les Jeux Olympiques de 1976. Dans les deux cas, la fête fut passagère et les investissements ne rapportèrent pas les résultats escomptés. Les équipements ont pu servir par la suite à des fins locales, quoique dans les deux cas leur utilisation a semblé limitée et problématique. Derrière de telles initiatives se profilait l'intention de récupérer le rôle de porte d'entrée continentale qu'avait perdu Montréal, surtout de plaque tournante des réseaux d'information.

La ville, élue l'américanopéenne, c'est-à-dire le pont entre l'Europe et l'Amérique, mue par son bilinguisme, sa tradition française jumelée à son ancrage nord-américain, est centre financier mais aussi chantier culturel. Un tel discours avait de quoi séduire, même s'il s'est avéré sans suite. Ce rôle de médiateur atlantique, même porté par la grande visibilité obtenue en 1967 et en 1976, n'a jamais pu se matérialiser autour de projets concrets. On n'a pas assisté à l'émergence d'un pôle culturel mondial, encadré par des institutions, soutenu par des événements à rayonnement international, dont l'animation est assurée par des artistes de dimension mondiale. Car, derrière la foire médiatique et les discours se cachait une réalité plus crue: Montréal n'a pas attiré les très grandes institutions internationales, sauf l'OACI. Ces grands événements n'ont pas mené à l'installation d'équipements permanents, telle une cité du cinéma. Ses festivals demeurent des

manifestations de deuxième rang, tel le Festival des films du monde, qui compte après Cannes, Venise ou Berlin et subit même la concurrence du «Festival des festivals» de Toronto. Ses musées témoignent, par ailleurs, d'une qualité indéniable, même s'il faut reconnaître qu'ils sont dans l'impossibilité d'organiser de grandes expositions à rayonnement mondial: les expositions présentées s'inscrivent souvent dans le cadre de tournées amorcées dans les grandes capitales. Dans le même ordre d'idées, les grands congrès internationaux y sont rares et le Palais des Congrès a peine à attirer les grands congrès internationaux.

Montréal revendique le titre de métropole culturelle ne serait-ce qu'en termes comptables. Le cumul des lieux de production, des institutions, des espaces de création, mais aussi la quantité des artistes à s'y produire et le nombre des spectateurs témoignent d'une indéniable vitalité. La recension des équipements culturels, faite par Laperrière et Latouche (1991), ne laisse aucun doute à ce sujet: le paysage montréalais est riche et complexe. À l'intérieur du Québec, elle agit comme «le pôle central de la diffusion de la culture du Québec» (Morel, 1991, p. 248), car elle possède les grands équipements tout en étant le siège des principales institutions et entreprises qui composent ce que l'on nomme maintenant l'industrie culturelle. Elle loge les deux grands espaces centraux de la culture francophone en Amérique du Nord, soit la cité des ondes francophones (Radio-Canada, Télé-Métropole et Radio-Québec) et la cité des arts (la Place des Arts, le Théâtre du Nouveau-Monde, le Monument national, le Musée des beaux-arts, le Musée d'art contemporain, etc.), auxquels s'ajoutent des salles de spectacles populaires comme le Spectrum ou même le Métropolis. Ce sont des têtes de réseaux pour la radio et la télévision, servant de site majeur de la production audiovisuelle, qui tendent à accroître le caractère dominant de la métropole, surtout si on se rappelle que les grands réseaux ont opéré récemment des coupures sinon des fermetures dans l'ensemble des stations régionales. Ce sont également des carrefours où convergent les artistes et les créateurs: s'y greffent des ateliers, des centres de production et de diffusion.

Pourtant, il subsiste comme un malaise. Le rayonnement culturel des artistes, des manifestations ou des activités à s'y dérouler témoigne du souffle artistique de cette ville, mais on cherche encore les grandes références, le mythe fondateur même, qui viendraient donner un sens à la présence de Montréal sur la scène internationale. Il est révélateur, d'ailleurs, que l'on cherche encore à définir l'image de Montréal à l'étranger. Rien ne semble acquis. Il est tout aussi révélateur que le Tout Montréal tremble et rage devant le moindre des commentaires négatifs imprimés à Toronto, Washington ou Paris. Bien sûr, on applaudit les succès à l'étranger de l'Orchestre Symphonique ou le passage d'une de nos vedettes au *Tonight Show*, mais en sachant bien que l'image de la ville y gagne peu. Il manque peut-être comme quelque chose d'indéfinissable, une atmosphère, une sorte de référence évocatrice, capable de transcender l'énumération des faits, pour créer du sens, tisser les fils de l'imaginaire du lieu. Les exemples de Paris et New York, tant chantées et fêtées, ne sont peut-être pas des plus appropriés. Mais ils indiquent que leur renommée n'est pas uniquement due à leur taille, à l'importance de leurs institutions ou à la beauté de leur paysage urbain. Tout n'est pas qu'affaire de décor. La métropole culturelle se nourrit d'images, de discours, de métaphores. Elle

crée son propre mythe. Elle demande à certains hérauts de s'en faire les chantres. Il manque peut-être à Montréal de ces ambassadeurs toujours prêts à parler d'elle avec lyrisme. Faut-il rappeler qu'il aura suffi de quelques intellectuels de renom, quelques chansons, pour ré-inventer Paris en 1945, aux pires moments de l'après-guerre, alors que la ville avait perdu sa fonction de décision, pour créer une sorte de style, celui de la rive gauche, mais surtout pour lui redonner l'image du centre du monde intellectuel.

Le rôle culturel de Montréal reste particulièrement sensible à l'intérieur du Québec, surtout pour les secteurs de la presse, l'imprimé et le livre édité: Montréal est le lieu «le plus dense démographiquement et le mieux équipé» (Lamonde, 1991, p. 243) en centres de diffusion mais aussi en lieux de création. Elle domine également la presse écrite: les chaînes d'information s'y concentrent et forment des réseaux qui s'étendent vers les régions, même que leur aire d'influence déborde les frontières québécoises. Néanmoins, Montréal rencontre une certaine concurrence des autres centres urbains du Québec, dont Québec, Sherbrooke ou Trois-Rivières, où s'exprime une vie culturelle propre (Lamonde, 1991, pp. 41-42; Allard, 1991, p. 152), surtout dans les domaines des arts de la scène et de l'édition. Les quotidiens en région expriment cette capacité d'autonomie restreinte: la vie culturelle régionale y trouve son ancrage sans pour autant contester la centralité culturelle montréalaise. De même, la vie culturelle en région est régie par quelques temps forts dont les festivals de toutes sortes, comme ceux d'été à Québec ou de cinéma à Rouyn-Noranda. Montréal manifeste sa distinction en optant pour des festivals aux couleurs d'un certain internationalisme, tels le Festival international de jazz, le Festival des films du monde ou le Festival «Juste pour rire» ou même le Festival international des feux d'artifice Benson and Hedges.

Si elle est bien pourvue en ce qui a trait aux institutions et aux infrastructures culturelles, Montréal demeure tout de même une métropole culturelle ambiguë. Malgré le fait qu'elle s'affirme comme un pôle des activités culturelles, elle ne parvient pas à s'imposer tout à fait dans les représentations culturelles des Québécois. Son rayonnement ne peut certainement pas se comparer à celui des grandes villes internationales que sont New York ou Paris. Est-il limité à l'intérieur des frontières québécoises ou de celles de la francophonie nord-américaine? Cela n'empêche que Paris, comme d'ailleurs le souligne Allard (1991, p. 156), demeure encore «le référent métropolitain» de bien des Québécois. Le roman québécois témoigne du fait que «Montréal n'est donc pas la métropole de notre univers fictif pris dans sa totalité; ou s'il l'est, ce n'est que partiellement et de façon fragmentaire, le phénomène ne remontant qu'à une époque assez récente» (*ibid.*, p. 156). Ce n'est que récemment que Montréal s'épanouit comme «l'expression de la société fictive» (*ibid.*). Mais cela reste un espace conflictuel, traversé par les divisions ethniques et sociales. Elle est encore perçue comme la ville des Autres (*ibid.*). Le roman québécois en réinvestissant l'espace central de la ville témoigne d'une misère morale et vécue que ses héros veulent fuir; on y rencontre l'Autre sans le comprendre; la division sociale marque une frontière entre deux mondes que les plus pauvres ne parviendront pas à franchir. Somme toute, on ne trouve dans la ville centrale que le désenchantement (Sénécal, 1991).

La ville aux 100 clochers, comme on l'appelait autrefois, est une image qui prétendait reproduire l'univers des paroisses en milieu urbain. Les quartiers paroisses participent à la réconciliation de la modernité urbaine et de la tradition rurale. L'oeuvre théâtrale de Marcel Dubé fut, dans ses premières pièces, au diapason de ce Montréal populaire fragile et menacé (*Le temps des lilas*), avant de décrire une bourgeoisie parvenue qui s'empresse de fuir vers la banlieue (*Les beaux dimanches*). Michel Tremblay propose à son tour l'univers d'un village en ville, celui du plateau Mont-Royal, mais dont l'aboutissement est un centre-ville dans lequel fleurit une société marginale. Il reste que l'âge d'or du théâtre montréalais s'achève, alors que Robert Lepage ou René-Daniel Dubois situent leurs oeuvres dans un contexte universel ou que d'autres, telle Marie Laberge, prennent la ville de Québec ou la province comme cadre géographique (Godin, 1991). Le territoire théâtral montréalais, comme espace de représentation, décline. Il en va peut-être autrement de la chanson québécoise qui, longtemps associée à l'univers rural et aux grands espaces, dont Félix Leclerc et Gilles Vigneault demeurent les figures emblématiques, commence sur le tard à entrer en ville. Surtout que cette ville difficile à chanter n'avait de référent que par rapport à Paris: «les nuits de Montréal font penser à place Pigalle». Lorsque Charlebois chante *Je reviendrai à Montréal*, il oublie la ville, pour parler de l'hiver, du bleu, bref des grands espaces. L'urbanité montréalaise n'a trouvé vraiment ses premiers chants qu'avec Beau Dommage, qui se réclame d'un esprit communautaire: «on est 10 000 sur la rue Saint-Paul chantant le blues de la métropole». Reste que la ville et sa banlieue sont le site du brassage culturel: «dix religions vingt langages... et tout ce monde à rendre heureux» (*Fer et Titane*, Gilles Vigneault). Mais le creuset montréalais ne fait pas que des heureux et le *Bon gars* de Richard Desjardins est déchiré entre l'ordre urbain et ses contraintes et le souvenir d'une périphérie aux accents anarchiques, qui l'interpelle encore: «m'as descendre à Val-d'Or [...] J'vas descendre en enfer». S'il retrouve son Abitibi natal, à Rouyn cette fois, il n'y sent plus le souffle d'une époque dorée, du temps de sa jeunesse. Devant un monde révolu, le retour au pays natal se solde probablement par un échec et, en bout de compte, par un nouvel exil dans la grande ville (*J'ai couché dans mon char*).

RETOUR À L'ÉCONOMIE

La culture ne saurait être qu'un élément d'une affirmation internationale qui est d'autant plus ardue que beaucoup y prétendent. Le rôle passé de Montréal lui a légué une tradition et des atouts indéniables; elle possède bien des caractéristiques associées à ce statut (Soldatos, 1990). Mais dans la métropolisation accélérée de l'espace mondial, la concurrence est vive: les mythes ne doivent pas travestir la réalité (Bonin, 1982). Si elle ne peut guère espérer faire partie des 10 ou 12 métropoles qui commandent la structuration de cet espace mondial, elle peut s'affirmer dans le concert des villes qui comptent. Mais cela ne se décrète pas, comme en témoignent les humbles débuts du Centre du commerce mondial, mais aussi les faibles retombées de la désignation de Montréal comme centre bancaire international en 1988. Comme le constatent les auteurs du Plan stratégique du Grand Montréal, «le caractère international d'une ville n'est que l'expression des activités qui impliquent de multiples relations d'échanges... à travers le monde». Et

le trait commun de ces activités est de reposer sur le progrès technologique et l'innovation: ce qui définit les axes de développement que propose le Plan stratégique. Mais les obstacles sont multiples, à commencer par l'établissement d'un consensus sur les objectifs et les moyens. Or, en proie aux tensions centrifuges, aux rivalités intermunicipales, le Grand Montréal est encore une fiction. Une image, une vision et une unité d'action: tout cela reste à bâtir.

CONCLUSION

C'est à Montréal, écrivait A. Siegfried, qu'est né le projet canadien. Qu'il ait échappé à son instigatrice ou qu'elle s'en soit détachée, cela ne pouvait aller sans traumatismes, d'où la morosité et les discours sur le déclin du dernier quart de siècle. Pourtant, constatent les auteurs du Bilan scientifique, «les emplois sont passés de 800 000 à 1 400 000 en l'espace d'une génération. Bien plus, les écarts historiques importants entre anglophones et francophones ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. Aucune autre métropole aussi divisée linguistiquement, ethniquement ou racialement n'a réussi une telle mutation dans la structure de son contrôle économique». N'est-ce pas un constat qui invite à bâtir une position concurrentielle sur l'échiquier international? Sans doute, de son passé, Montréal goûte-t-elle «une vocation non pas régionale ou provinciale, mais continentale, impériale ou internationale» (Claval, 1992). Mais précisément l'horizon s'est ouvert: ce n'est plus l'éternelle comparaison, l'obsédant tête-à-tête avec Toronto. Au-delà du nouveau cadre nord-américain défini par le traité de libre-échange, le réseau mondial des interactions ouvre un jeu multimétropoles duquel Montréal peut tirer son épingale.

NOTE

- 1 Le printemps dernier, le délégué du Québec à New York, Monsieur Reed Scowen, a en effet invité ses concitoyens, lors d'une allocution prononcée dans la métropole américaine, à considérer le Québec comme un des membres d'une vaste union nord-américaine soudée par l'internationalisation des marchés et l'accord de libre-échange nord-américain.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLARD, Jacques (1991) Le roman de la métropole culturelle: de Paris à Montréal. In Yannick Gasquy-Resch (éd.) *Montréal-Marseille, centres culturels cosmopolites*. Paris, L'Harmattan, pp. 150-165.
- AMESSE, F. et al. (1986) *La géographie du secteur «high tech» au Canada*. Cahiers du CETAI.
- BERDOULAY, Vincent (1992) Genres et courants de la géographie québécoise et internationale au XIX^e siècle. *Géographes*, (2): 27-28.
- BERDOULAY, Vincent et SÉNÉCAL, Gilles (1993) Pensée aménagiste et discours de la colonisation au Québec. *Le Géographe Canadien*, 37(1): 28-40.
- BLANCHARD, Raoul (1953) *Montréal: esquisse de géographie urbaine*. Montréal, VLB éditeur. Réédition préparée et présentée par Gilles Sénécal, 1992.

- _____ (1964) *Le Canada français*. Paris, Presses Universitaires de France (Coll. «Que sais-je?», n° 1098).
- BONIN, B. (1982) *La vocation internationale de Montréal, mythes et réalités*. Montréal, CETAI.
- BOUCHETTE, Errol (1902) *L'indépendance économique du Canada français*. Montréal, Wilson et Lafleur, 3^e édition, 1913.
- BROUILLETTE, Benoît (1943) Le port et les transports. In Esdras Minville (dir. de la coll.) *Montréal économique*. Montréal, Fides et École des Hautes Études commerciales, pp. 114-182.
- BRUCHÉSI, Jean (1943) Histoire économique. In Esdras Minville (dir. de la coll.) *Montréal économique*. Montréal, Fides et École des Hautes Études commerciales, pp. 12-35.
- BRUNET, Y., DUPONT, N., GAUDREAU, P. et LAREAU, J. (1978) La distribution des villes selon la taille de leur population, le système urbain québécois 1871-1976. Montréal, Université de Montréal, département de géographie. (Coll. «Notes et documents de recherche», n° 78-01).
- CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL (1986) Montréal 1985, la croissance d'une métropole. In Guy Bourassa et Jacques Léveillé (dir.) *Le système politique de Montréal*. Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (Coll. «Les cahiers de l'ACFAS», n° 43), pp. 519-547.
- CLAVAL, Paul (1984) *Géographie humaine et économique contemporaine*. Paris, Presses Universitaires de France.
- _____ (1992) Montréal vue de France. In Frank Remiggi et Gilles Sénécal (éds) *Montréal: tableaux d'un espace en transformation*. Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (Coll. «Les Cahiers scientifiques», n° 76), pp. 69-80.
- CONSEIL DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE (1993) *Bilan scientifique de la région de Montréal*.
- CREIGHTON, D.G. (1937) *The Commercial Empire of the St. Lawrence, 1760-1850*. Toronto, Ryerson Press.
- CUCCIOLETTA, D. et DESBIENS, A. (1992) Le lien américain. In *Montréal, l'oasis du Nord* (Coll. «Autrement», n° 62), pp. 79-84.
- DELAGE, Jean (1943) L'industrie manufacturière. In Esdras Minville (dir.) *Montréal économique*. Montréal, Fides et École des Hautes-Études Commerciales, pp. 183-241.
- DORÉ, Jean (1986) *Pour Montréal*. Montréal, VLB éditeur.
- DRAPEAU, Jean (1986) Montréal, une vraie métropole. In Guy Bourassa et Jacques Léveillé (dir.) *Le système politique de Montréal*. Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, (Coll. «Les Cahiers de l'ACFAS», n° 43), pp. 511-518.
- GODIN, Jean-Cléo (1991) Cent ans de théâtre à Montréal. In Yannick Gasquy-Resch (éd.) *Montréal-Marseille, centres culturels cosmopolites*. Paris, L'Harmattan, pp. 194-206.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC CMPDGM (1991) *Plan stratégique du Grand Montréal*.
- HIGGINS, B., MARTIN, F. et RAYNAULD, A. (1970) *Les orientations du développement économique du Québec-Ottawa*.
- HIGGINS, B. (1986) *The rise and fall of Montreal?* ICRDR, Moncton.
- INNIS, H.A. (1930) *The Fur Trade in Canada, an Introduction to Canadian Economic History*. New Haven, Yale University Press.
- JACOBS, Jane (1980) *Canadian Cities and Sovereignty Association*. Toronto, Canadian Broadcasting Corporation.
- _____ (1992) *Les villes et la richesse des nations*. Montréal, Boréal.
- KERR, Donald (1967) La prépondérance métropolitaine au Canada. In Ludger Beauregard (dir.) *Le Canada, une interprétation géographique*. Toronto, Methuen, pp. 567-594.
- LAMONDE, P. et MARTINEAU, Y. (1992) *Désindustrialisation et déstructuration économiques*. Montréal, INRS-Urbanisation, R 14.

- LAMONDE, Yvan (1991) Histoire et métropole culturelle: le cas de Montréal. In Yannick Gasquy-Resch (éd.) *Montréal-Marseille, centres culturels cosmopolites*. Paris, L'Harmattan, pp. 41-44.
- LANDRY, Bernard (1987) *Commerce sans frontière*. Montréal, Québec/Amérique.
- LAPERRIÈRE, Hélène et LATOUCHE, Daniel (1991) Montréal, capitale de la diffusion culturelle. *Forces* (92): 84-85.
- LASSERRE, Jean-Claude (1980) *Le Saint-Laurent, grande porte de l'Amérique*. Montréal, HMH Hurtubise.
- LATOUCHE, Daniel (1992) La ville dans ses rapports à la culture et aux arts: le cas des équipements culturels à Montréal. In Annick Germain (dir.) *L'aménagement urbain: promesses et défis*. IQRC (Coll. «Question de culture»), pp. 201-231.
- LEY, David (1992) Gentrification in Recession: Social Change in Six Canadian Inner Cities, 1981-1986. *Urban Geography*, 13(3): 230-256.
- LINTEAU, Paul-André (1992) *L'histoire de Montréal depuis la Confédération*. Montréal, Boréal.
- LISÉE, Jean-François (1992) Qui tue l'économie du Québec? (Entretien avec Jane Jacobs). *L'Actualité*, 15 mars: 17-22.
- MACKAY, J.R. (1958) The Interactance Hypothesis and Boundaries in Canada. *Le Géographe Canadien* (11): 1-8.
- MAROIS, Claude (1989) Caractéristiques des changements du paysage urbain dans la ville de Montréal. *Annales de géographie*, 93(548): 385-402.
- MÉDAM, Alain (1978) *Montréal interdite*. Paris, Presses Universitaires de France.
- MERCER, John (1978) Montréal en Amérique du Nord. In Frank Remiggi et Gilles Sénécal (éds) *Montréal: tableaux d'un espace en transformation*. Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (Coll. «Les cahiers scientifiques», n° 76), pp. 49-67.
- MILLER, Émile (1917) Où faut-il coloniser? *Bulletin de la Société de géographie de Québec*, 11(5): 271-276.
- MINVILLE, Esdras (1942) Préface. In Esdras Minville (dir. de la coll.) *Notre milieu*. Montréal, Fides et École des Hautes Études commerciales, pp. 7-13.
- MOREL, Gilles (1991) L'action culturelle de la ville de Montréal. In Yannick Gasquy-Resch (éd.) *Montréal-Marseille, centres culturels cosmopolites*. Paris, L'Harmattan, pp. 247-256.
- PAQUET, G. (1971) Les orientations du développement économique du Québec. *Actualité économique*, 47.
- POLÈSE, Mario (1993) *Le déclin des centres-villes est-il inévitable?* Séminaire présenté à l'INRS-Urbanisation, 17 mars.
- (1990) La thèse du déclin économique de Montréal, revue et corrigée. *Actualité économique*, 66.
- RACINE, Jean-Bernard (1972) La genèse d'une métropole. In Ludger Beauregard (éd.) *Montréal, guide d'excursions*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- (1992) Montréal et l'invention de l'avenir. In Frank Remiggi et Gilles Sénécal (éds) *Montréal: tableaux d'un espace en transformation*. Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (Coll. «Les Cahiers scientifiques», n° 76), pp. 81-96.
- RYBA, A. (1974) *Le rôle du secteur financier dans le développement du Québec*. CRDE.
- SÉNÉCAL, Gilles (1991) Lieux et symboles de l'espace culturel montréalais. In Yannick Gasquy-Resch (éd.) *Montréal-Marseille, centres culturels cosmopolites*. Paris, L'Harmattan, pp. 66-84.
- (1992) Les idéologies territoriales au Canada français: entre le continentalisme et l'idée du Québec. *Revue d'études canadiennes*, 27(2): 49-62.
- SIROIS, Antoine (1968) *Montréal dans le roman canadien*. Montréal, Marclé Didier.
- SOLDATOS, P. (1990) *Innovative planning and deployment of modern international cities*. Montréal, IEVI.

TANGHE, Raymond (1928) *Géographie humaine de Montréal*. Montréal, Librairie d'Action française.

_____ (1944) *Géographie économique du Canada*. Montréal, Fides.

VÉZINA, François (1942) La région du Saint-Laurent. In Esdras Minville (dir. de la coll.) *Notre milieu*. Montréal, Fides et École des Hautes Études commerciales, pp. 53-78.

VILLENEUVE, Paul (1990) Les métropoles canadiennes: ambivalences post-modernes. *Études canadiennes* (29): 47-57.

YEATES, Maurice (1975) *La Grand'Rue de Québec à Windsor*. Toronto, Macmillan, ministère des Affaires urbaines et Information Canada.

(Acceptation définitive en juillet 1993)